

Sur le blog de Hervé Juvin* : Avis de gros temps !

Après la tempête sur les dettes souveraines, la tempête fiscale s'abat sur la France, sur le Portugal et ailleurs. Les sociétés privées comme les particuliers font leurs comptes et s'effarent. Comment les banques, les sociétés d'assurances et les sociétés de gestion échapperaient-elles au choc qui fait vaciller sur ses bases le monde du capital, des taux d'intérêt et des patrimoines ? Le recul du produit net bancaire de la banque de détail est une nouveauté, dans laquelle il faudra attentivement distinguer ce qui relève de la conjoncture et ce qui peut être structurel. La répression financière engagée s'inscrit déjà et s'inscrira de plus en plus dans les comptes, dans les bilans et les résultats ; et ce ne sont pas les salles de marché ou les bonus des traders qui souffrent, c'est tout le navire bancaire qui prend l'eau, à coup de taxes sur les salaires, de taxes sur l'intéressement et la participation, etc. Le dispositif par lequel, désormais, les détenteurs d'obligations de l'Etat français se verront reprendre par l'impôt (après inflation) plus que l'intérêt perçu, ce qui se traduira pour les assujettis à l'ISF par des rendements négatifs, ne peut laisser intact le business model de la gestion ; qui pourra sans rire demander des droits d'entrée de 3 % pour des formules d'épargne qui vont coûter à leur détenteur ?

Le débat sur tous ces sujets ne fait que commencer, et les croyances des uns rendent inaudibles les arguments des autres, que le mur du réel risque d'imposer bientôt. La situation actuelle devrait inciter les uns et les autres à revenir sur les préjugés récents, les évidences acquises, et les idées reçues. Le dirigeant d'une grande société pétrolière l'avait dit, au plus fort de la crise ; « *au bout du compte, les Etats sont toujours les patrons* ». Les débats, et même les combats en cours, ont moins lieu sur les marchés que dans les commissions qui préparent les directives, qui élaborent les textes, au sein des assemblées qui en débattent, qui les votent et qui leur donnent force de loi. Avant le marché, derrière le marché, après le marché, il y a le droit, il y a les institutions qui disent le droit, qui jugent et qui punissent, et il y a la force qui assure le respect de la loi, comme elle assure la bonne exécution des contrats et le recouvrement de l'impôt.

Des temps de paix, un univers économique et plus encore financier en expansion globale, ont nourri cette illusion ; les marchés font la loi ! Un univers qui entre en récession, sinon en régression, et pas seulement en Europe, met à nu la réalité des intérêts, des pouvoirs qui les utilisent, et des acteurs en lutte pour leur survie. La fiction du grand marché global se révèle ; il y a des marchés, qui sont le fruit d'institutions nationales, régionales ou supranationales, qui sont organisés par des lois, des règles et des systèmes, et qui ne tiennent que par un accord extraordinaire et sophistiqué des acteurs qui y opèrent. Derrière ces institutions, ces lois, ces systèmes, il y a des Etats, qui libèrent ou répriment les activités de marché, selon le moment, l'intérêt ou la croyance. Et il y a aussi des acteurs, pour qui les marchés sont un des modes de transaction, comme le sont le monopole, le troc, le pillage ou le vol (pour ceux que ces mots effarouchent, qu'ils analysent le modèle économique de Monsanto, qui équivaut à l'expulsion du paysan de sa terre, qu'ils lisent le rapport de Guillaume Prache sur les surfacturations de services de gestion).

Le signe des temps nouveaux n'est pas européen, ni bancaire. La place prise dans le débat entre les deux candidats à la présidence américaine par le thème de l'indépendance énergétique vaut alerte. Il ne s'agit pas du prix de l'essence, ou de peser sur l'Opep (Organisation des pays exportateurs du pétrole) ; il s'agit de séparer les Etats-Unis d'un monde de bruit et de fureur, en assurant leur autonomie en pétrole, grâce au pétrole des sables bitumineux, et plus encore en gaz naturel, grâce au gaz de schiste. Bien sûr, que la production d'énergie aux Etats-Unis égale leur consommation ne les met pas à l'abri des mouvements de prix du pétrole ou du gaz, bien sûr ce n'est pas pour autant que les Etats-Unis n'aient plus rien à faire avec le Moyen-Orient, la Mer Noire ou la Chine. Mais la promesse est décisive ; chacun des candidats promet aux Américains qu'ils vont sortir du marché mondial et reconquérir leur liberté. Nous sommes loin des promesses des années 90, quand le marché du crédit devait assurer à chaque Américain qu'il deviendrait propriétaire, et compenser la stagnation des revenus par le génie des financiers ! Les guerres monétaires, les stratégies en cours sur les marchés mondiaux de matières premières, le suggèrent : nous sortons du monde des marchés

que nous avons connu. Ceux qui ont tant vilipendé les marchés ont peu de temps pour s'en réjouir car le monde qui s'annonce, derrière la répression financière et la confiscation fiscale qui nous occupent tant, est un monde de pouvoirs, de frontières et de forces, qui fera bien vite regretter les temps heureux (pour nous) où les marchés nous offraient le monde.

**Président d'Eurogroup Institute, membre du Comité stratégique de Secure Finance*